



INTERVENTION DES ELUS CGT A la FSSSCT (Formation Spécialisée Santé Sécurité Conditions de travail) du 13 décembre 2024

OBJET : Déclaration liminaire – SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les élus départementaux,
Mesdames, Messieurs les élus du personnel,
Mesdames, Messieurs,

Nous vous interpellons régulièrement depuis de nombreuses années sur la situation « SANTE » de notre collectivité.

Malgré les travaux menés dans le cadre du dialogue social avec les membres de la FSSSCT notamment, le DUERP, le registre de santé et sécurité au travail, les Risques Psychosociaux, force est de constater que la situation reste extrêmement préoccupante.

Notre organisation syndicale, fortement sollicitée par les agents, chaque jour, alerte ici une énième fois.

Nous avons évoqué dans notre journal syndical du mois de novembre, le fantomatique dialogue social de l'administration qui s'apparente aujourd'hui à un monologue avec les organisations du personnel. Nous l'avons également évoqué lors de notre dernier CST du 7 octobre dernier.

Pour la CGT, cela ne peut plus durer !

De graves problématiques existent dans nos services et nous citerons ici celles qui nous préoccupent particulièrement au regard de vos obligations :

- Postes vacants à la PMI – nous faisons références à nos courriers dont le dernier en date du 22/10/2024 – vous y répondez par « un circulez y a rien à voir ! ».
- 4 inspecteurs ASE en arrêt maladie sur 6 actuellement : silence radio ! Abandonnant les 2 inspecteurs en poste qui auront la lourde responsabilité de traiter les situations des enfants confiés sur l'ensemble du département. Inacceptable pour les agents, inacceptable pour les enfants, inacceptable pour les familles!
- Il est aussi demandé aux agents de « prioriser » leurs tâches en raison de manque de personnels et/ou au regard de vos intentions de ne plus effectuer un certain nombre de missions dévolu au département. Nous demandons, nous, aux élus et aux DGA de notifier urgemment par écrit aux agents ce qu'ils ne doivent plus faire et non l'inverse !
- Les conseils médicaux auxquels participent les représentants du personnel sont des plus inquiétants. Les situations traitées démontrent pour le moins la maltraitance institutionnelle

et hiérarchique notamment, dont sont victimes un trop grand nombre de nos collègues, cadres compris, qui sont aussi vos agents.

- Des postes que vous qualifiez désormais de « gelés » dans nos directions, déshabillent les équipes, mettent à mal les agents qui prennent en charge les missions d'agents non remplacés et créent une iniquité de service aux usagers!
- Nos collègues contractuels, dont l'ensemble de l'équipe RSA embauché dans le cadre de l'expérimentation, reçoivent actuellement un courrier en recommandé de fin de contrat en guise de cadeau de Noël sans aucune information au préalable de leur hiérarchie. Méprisant pour les agents eux-mêmes et pour les équipes.
- Nos collègues VOLANTS naviguent à vue et sont épuisés. Ce n'est plus tenable ; nous devons répondre urgemment à leur situation et réitérons des commissions de travail en vue de l'élaboration d'un règlement ou guide, vous l'appellerez comme vous voulez, peu nous importe la sémantique ! Nous ne vous lâcherons pas sur le sujet !
- Nous vous avons fait remonter un certain nombre de problèmes rencontrés par les ATTE dans les collèges. Silence RADIO. Renvoyé à l'année prochaine sans plus de précisions sur le travail de fond que nous vous demandons ! Nous en avons l'habitude pour ces collègues abandonnés aux seules mains de l'Education Nationale. Nous ne vous lâcherons pas sur le sujet !

Enfin, la lecture du rapport CST du 19/12/2024 prévoyant un nouvel objectif dans les entretiens professionnels dit (...), prête à rire. Alors même que les conditions pour accomplir leurs missions se dégradent, on demandera aux agents de faire des efforts pour ne pas dégrader la planète ! La CGT vous demande purement et simplement de retirer ce rapport à l'ordre du jour du prochain CST.

Voici pour notre organisation syndicale les préoccupations urgentes auxquelles nous devons faire face pour apporter des réponses aux difficultés factuelles que vivent nos collègues dans l'exercice de leurs missions. Elles semblent bien loin de vos occupations. Notre participation en qualité d'organisation syndicale au dialogue social de cette plénière sur « les conditions de travail, la santé ou encore la sécurité » ne semble constituer aujourd'hui qu'un jeu de rôle que l'administration, particulièrement dans la période, tente en vain de nous faire jouer. Nous ne sommes pas dupes et sachez aujourd'hui que nous ne l'accepterons plus.

Les élus CGT au CST

Sandra PEREIRA-OSTANEL – Nicolas TOBAL - Eric FORCELLINO – Elodie PUCHOL – Mathieu LIQUET –Didier TOCCO

Pau, le 13 décembre 2024